

Unité départementale du Hainaut  
DREAL  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 14/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV NORD EST**

rue de l'égalité  
lieudit de la Planchette  
59287 Lewarde

Références : V2/2025-347

Code AIOT : 0007000461

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 Lewarde. L'inspection a été annoncée le 24/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a porté sur le récolement des travaux d'aménagement des cellules 26 et 27 du casier 8b avant mise en exploitation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORD EST
- rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 Lewarde
- Code AIOT : 0007000461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de Lewarde et de Loffre dans le département du Nord (59).

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 09/10/2008, complété notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/06/2017, du 23/07/2021 et du 27/02/2025.

Le site est autorisé à admettre 160 000 tonnes de déchets par an. Les déchets admissibles proviennent des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 3540 : Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ;
- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux ;
- 2791 : Installation de traitement de déchets non dangereux (lixiviats).

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED. L'arrêté préfectoral du 09/10/2008 autorise l'exploitation de l'extension de la zone de stockage, dénommée casier 8 (casiers 8a et 8b), pour une durée de 25 ans.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement des travaux d'aménagement des cellules 26 et 27 du casier 8b	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 01/10/2025 a porté sur le récolement des travaux d'aménagement des cellules 26 et 27 du casier 8b du centre de stockage de déchets non dangereux de Lewarde avant mise en exploitation.

Au regard de l'inspection réalisée et du dossier technique, de la tierce expertise et du courrier complémentaire présentés à l'issue des travaux validant la conformité des aménagements aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 09/10/2008 et de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, l'Inspection des installations classées considère que les conditions de mise en exploitation fixées par l'article 20 de

l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et les articles 199 et 201 de l'arrêté préfectoral modifié du 09/10/2008 sont réunies. L'admission des déchets pourra donc débuter dès réception du présent rapport par l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement des travaux d'aménagement des cellules 26 et 27 du casier 8b

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Récolement des travaux d'aménagement des cellules 26 et 27 du casier 8b
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016</u> II. [...] Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).  III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.  <u>Article 199 de l'arrêté préfectoral modifié du 09/10/2008</u> Avant le début des opérations de stockage, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers choisi en concertation avec l'inspection des installations classées. Ce dossier est transmis avant la date prévisionnelle prévue pour le début des opérations de stockage. Ce dossier technique établit la conformité aux conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. Il est étayé d'éléments justificatifs quantifiés. [...]  <u>Article 201 de l'arrêté préfectoral modifié du 09/10/2008</u> L'admission des déchets ne peut débuter avant que l'inspection des installations classées n'ait transmis au préfet du Nord le rapport de l'inspection réalisée en application de l'article 26 bis de l'arrêté modifié du 9 septembre 1997 susvisé.
<b>Constats :</b>  <u>Cadre réglementaire</u> D'un point de vue réglementaire, les travaux d'aménagement des cellules 26 et 27 sont encadrés

par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/07/2021 ;
- l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Par ailleurs, l'article 199 de l'arrêté préfectoral modifié du 09/10/2008 dispose en ses deux premiers alinéas : « Avant le début des opérations de stockage, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers choisi en concertation avec l'inspection des installations classées. Ce dossier est transmis avant la date prévisionnelle prévue pour le début des opérations de stockage. Ce dossier technique établit la conformité aux conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. Il est étayé d'éléments justificatifs quantifiés.»

L'article 201 de ce même arrêté impose que « L'admission des déchets ne peut débuter avant que l'inspection des installations classées n'ait transmis au préfet du Nord le rapport de l'inspection réalisée en application de l'article 26 bis de l'arrêté modifié du 9 septembre 1997 susvisé.»

L'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 dispose que :

«II.

[...]

Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

[...]»

La visite d'inspection du 01/10/2025 s'inscrit donc dans ce cadre réglementaire et a porté sur le récolement des travaux d'aménagement des cellules 26 et 27 du casier 8b du centre de stockage de déchets non dangereux de Lewarde avant mise en exploitation.

#### Dossier technique et visite d'inspection

La mise en service de nouveaux casiers ou cellules est subordonnée au respect des dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et des articles 199 et 201 de l'arrêté préfectoral modifié du 09/10/2008.

Par courriel du 19/06/2025, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées :

- un dossier technique de conformité des travaux d'aménagement pour la création des cellules 26 et 27 du casier 8b (rapport GINGER CEBTP référencé NRE6.N.5025 indice 4 du 27/02/2025) ;
  - une tierce expertise de ce dossier technique (rapport ANTEA référencé n°A136516/B - 12/05/2025) ;
- établissant la conformité des aménagements aux prescriptions de l'arrêté préfectoral

d'autorisation modifié du 09/10/2008 et de l'arrêté ministériel du 15/02/2016. Ces éléments ont été complétés par un courrier en date du 09/09/2025.

Un programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive des cellules 26 et 27 du casier 8b, tel que prévu par l'article 18, 1er alinéa, de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, avait été adressé à l'inspection des installations classées par l'exploitant par courriels en date du 16/03/2023 et du 07/04/2023.

L'inspection avait donné son accord pour la mise en œuvre du protocole de contrôle de la barrière passive par courrier du 07/04/2023.

L'information relative au signalement du début des travaux pour la réalisation de la barrière passive, telle que prévue par l'article 18, 3e alinéa, de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, a également fait l'objet d'un courriel à l'inspection en date du 04/10/2023.

Le dossier technique, la tiers expertise et le courrier complémentaire ont fait l'objet d'un examen par l'inspection au regard des exigences réglementaires susvisées.  
Ce dernier n'a pas appelé de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

La visite d'inspection réalisée sur site n'a pas révélé d'écart avec les éléments figurant dans le dossier technique, la tierce expertise et le courrier complémentaire.

Au regard de l'inspection réalisée et du dossier technique, de la tierce expertise et du courrier complémentaire présentés à l'issue des travaux validant la conformité des aménagements aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 09/10/2008 et de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, l'Inspection des installations classées considère que les conditions de mise en exploitation fixées par l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et les articles 199 et 201 de l'arrêté préfectoral modifié du 09/10/2008 sont réunies. L'admission des déchets pourra donc débuter dès réception du présent rapport par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite